

RAPPORT D'IMPACT 2021



CONTENU

AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE Dr Faith Mwangi-Powell	3	OBJECTIF 2 : PARTAGER LES DONNÉES AVÉRÉES ET LES CONNAISSANCES	16	OBJECTIF 5 : OBTENIR DES FONDS POUR LE MOUVEMENT	30
DÉFINITIONS	4	L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : Susciter des actions fondées sur des données probantes grâce au partage de connaissances entre membres et jeunes	19	OBJECTIF 6 : UN SECRÉTARIAT EFFICACE	33
ABRÉVIATIONS	5	OBJECTIF 3 : AMPLIFIER LES VOIX	21	APERÇU FINANCIER	34
LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS	6	L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : L'action collective pour le pouvoir aux filles	24	RÉFLEXIONS, D'HIER À DEMAIN	37
APERÇU DE NOTRE IMPACT EN 2021	7	OBJECTIF 4 : PLAIDOYER AUPRÈS DES RESPONSABLES POLITIQUES	26	REMERCIEMENTS	39
PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DU SECRÉTARIAT	8	L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : Des adolescentes et de jeunes femmes d'alc s'imposent sur la scène mondiale	28		
OBJECTIF 1 : CATALYSER L'ACTION COLLECTIVE	10				
L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : Œuvrer avec des jeunes à la transformation des normes sociales au Kenya et en Tanzanie	13				



AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Lorsque *Filles, Pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants* a été fondé il y a 10 ans, le mariage des enfants était à peine reconnu ou discuté sur la scène internationale, en dépit de ses conséquences sur des millions de filles et de femmes partout dans le monde.

Notre objectif était de créer un mouvement pour attirer l'attention sur le problème et veiller à son inclusion dans les politiques et programmes de développement mondiaux. Aujourd'hui, notre organisation efficace, dynamique et axée sur les résultats soutient plus de 1 600 organisations membres œuvrant à l'atteinte d'un objectif commun : un monde sans mariages d'enfants où les filles et les femmes jouissent du même statut que les garçons et les hommes et peuvent réaliser leur plein potentiel.

La pandémie de COVID-19 a continué de menacer ces progrès en 2021. Toutefois, ensemble, nous avons maintenu le mariage des enfants au rang des priorités nationales et internationales et veillé à ce que les décideur-se-s honorent leurs engagements à l'égard des droits des filles. À la lumière des enseignements tirés au cours de la dernière décennie (et des conséquences de la pandémie), nous avons mis l'accent sur l'action collective, la mobilisation des jeunes, les approches promouvant l'égalité des genres, les approches intersectionnelles et la traduction des données en actions.

Au cours de cette année difficile, notre travail avec les coalitions et partenariats nationaux et sous-nationaux de *Filles, Pas Epouses* a été pour moi une source d'inspiration. Ces partenariats sont le fer de lance de notre

mouvement au niveau national. En établissant des liens avec des mouvements féministes, autochtones et de jeunes de leurs régions, ils ont contribué à l'essor et au pluralisme de notre action collective. Nous avons encouragé le leadership des jeunes et des femmes et soutenu leur participation aux sphères de plaidoyer régionales et internationales, où elles et ils ont directement influencé l'ordre du jour de la communauté internationale.

À l'occasion de notre 10^e anniversaire, nous avons redynamisé le Partenariat mondial en lançant la campagne *Le pouvoir aux filles*, qui appelait à une action immédiate pour la fin du mariage des enfants dans un contexte de réorientation du soutien politique et financier vers la réponse à la pandémie. À la fin de l'année, nous avons atteint plus de 100 000 parties prenantes sur les réseaux sociaux et suscité 168 engagements envers les droits des filles sur notre site Web, notamment de gouvernements, de bailleurs de fonds et de membres de la société civile, du Mexique au Pakistan. En collaboration avec nos organisations membres, nous avons encouragé le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à utiliser un libellé plus ferme dans sa cinquième résolution sur les mariages d'enfants, précoces et forcés. Cette résolution favorisera un environnement plus propice à des changements durables et à long terme.

Nous avons continué d'être une source essentielle d'information et d'apprentissage collectif sur le mariage des enfants. Nous avons collaboré avec des organisations membres pour accroître les données sur le mariage des enfants dans le monde, faciliter le partage de connaissances et la collaboration entre régions et parties prenantes et faire en sorte que la prévention du mariage des enfants et le soutien des filles s'appuient sur des données probantes. Par la création conjointe du Réseau recherche-action sur le mariage des enfants, lancé officiellement en 2021, nous avons favorisé la coordination de la recherche et l'adoption de solutions fondées sur des données probantes à travers le monde.

Les leçons tirées d'une décennie d'expérience collective guideront notre travail des quatre prochaines années, conformément à nos nouvelles [Stratégie du Partenariat](#) et [Stratégie du secrétariat](#). Notre travail collectif est plus nécessaire que jamais et si nous accélérons notre action, je suis convaincue que nous pouvons réaliser notre vision d'un monde sans mariages d'enfants.

Je suis impatiente de poursuivre cette entreprise avec nos ami-e-s et partenaires de partout dans le monde en 2022 !

Dr Faith Mwangi-Powell
Directrice exécutive,
Filles, Pas Epouses : Le Partenariat
Mondial pour la Fin du Mariage
des Enfants

DÉFINITIONS



MARIAGE DES ENFANTS

Le terme « mariage des enfants » englobe ici toutes les formes de mariages et d'unions d'enfants, précoces et forcés dont au moins une des parties n'a pas 18 ans. De cette façon, nous incluons toutes les filles et adolescentes touchées par la pratique, que leur union soit officielle ou non, et reconnaissons les différentes interprétations culturelles des concepts d'enfance et de développement, ainsi que la relation complexe entre l'âge, le consentement et l'imposition.

PARTENARIAT MONDIAL FILLES, PAS EPOUSES (LE PARTENARIAT)

À la fin de 2021, le partenariat *Filles, Pas Epouses* était composé de 1 602 organisations membres de 102 pays déterminées à collaborer pour mettre fin au mariage des enfants et appuyer les filles déjà mariées. Des petits organismes locaux aux grandes organisations internationales, les membres de *Filles, Pas Epouses* sont varié-e-s et œuvrent dans de nombreux domaines comme la santé, l'éducation, les droits humains et les interventions humanitaires.

MOUVEMENT POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS

Le réseau mondial informel d'organisations de la société civile, d'organisations non gouvernementales locales, nationales et internationales, d'activistes, d'universitaires, d'agences des Nations Unies, de bailleurs de fonds, de gouvernements, de leaders et d'ambassadeurs et ambassadrices qui œuvrent à l'avènement d'un monde sans mariages d'enfants où les filles peuvent exercer leurs droits et réaliser leur plein potentiel.

SECRÉTARIAT DE FILLES, PAS EPOUSES

Le secrétariat coordonne, rassemble et soutient le travail du Partenariat et du mouvement. Son personnel est établi en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine. Le secrétariat remplit trois grandes fonctions contribuant au changement : c'est l'organisme central de soutien et de coordination de l'unique partenariat mondial de la société civile consacré à la fin du mariage des enfants ; il représente la société civile œuvrant pour la fin du mariage des enfants et fait campagne en sa faveur ; et il est une source d'expertise technique, un coordonnateur de groupes d'expert-e-s et un acteur central du mouvement mondial pour la fin du mariage des enfants.

COALITIONS ET PARTENARIATS NATIONAUX ET SOUS-NATIONAUX

De nombreuses organisations membres de *Filles, Pas Epouses* se sont regroupées en [coalitions et Partenariats nationaux et sous-nationaux](#) en vue d'accélérer les progrès vers la fin du mariage des enfants sur leur territoire.

Les **partenariats nationaux et sous-nationaux** sont des réseaux d'organisations membres de *Filles, Pas Epouses* qui croient en la force de l'action collective pour mettre fin au mariage des enfants et faire en sorte que les filles puissent réaliser leur plein potentiel. Ces partenariats ont signé un protocole d'accord avec le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* afin de rendre leurs activités conformes à la [Stratégie du Partenariat](#).

Les **coalitions** sont des réseaux d'organisations de la société civile résolues à remédier au mariage des enfants qui collaborent au niveau national pour impulser le changement. Elles sont de proches alliées de *Filles, Pas Epouses*, mais n'ont pas signé de protocole d'accord.

« L'union fait la force. Grâce à notre esprit d'équipe, de partenariat et de solidarité, même avec des fonds limités, nous avons pu mener des activités et avoir un impact. Nous avons fait entendre nos voix et provoqué des changements par-delà les frontières. »

Membre de *Filles, Pas Epouses*
Mozambique

ABRÉVIATIONS

ALC	Amérique latine et Caraïbes
CRANK	Réseau recherche-action sur le mariage des enfants
FGE	Forum Génération Égalité
MGF/E	Mutilations génitales féminines/excisions
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies



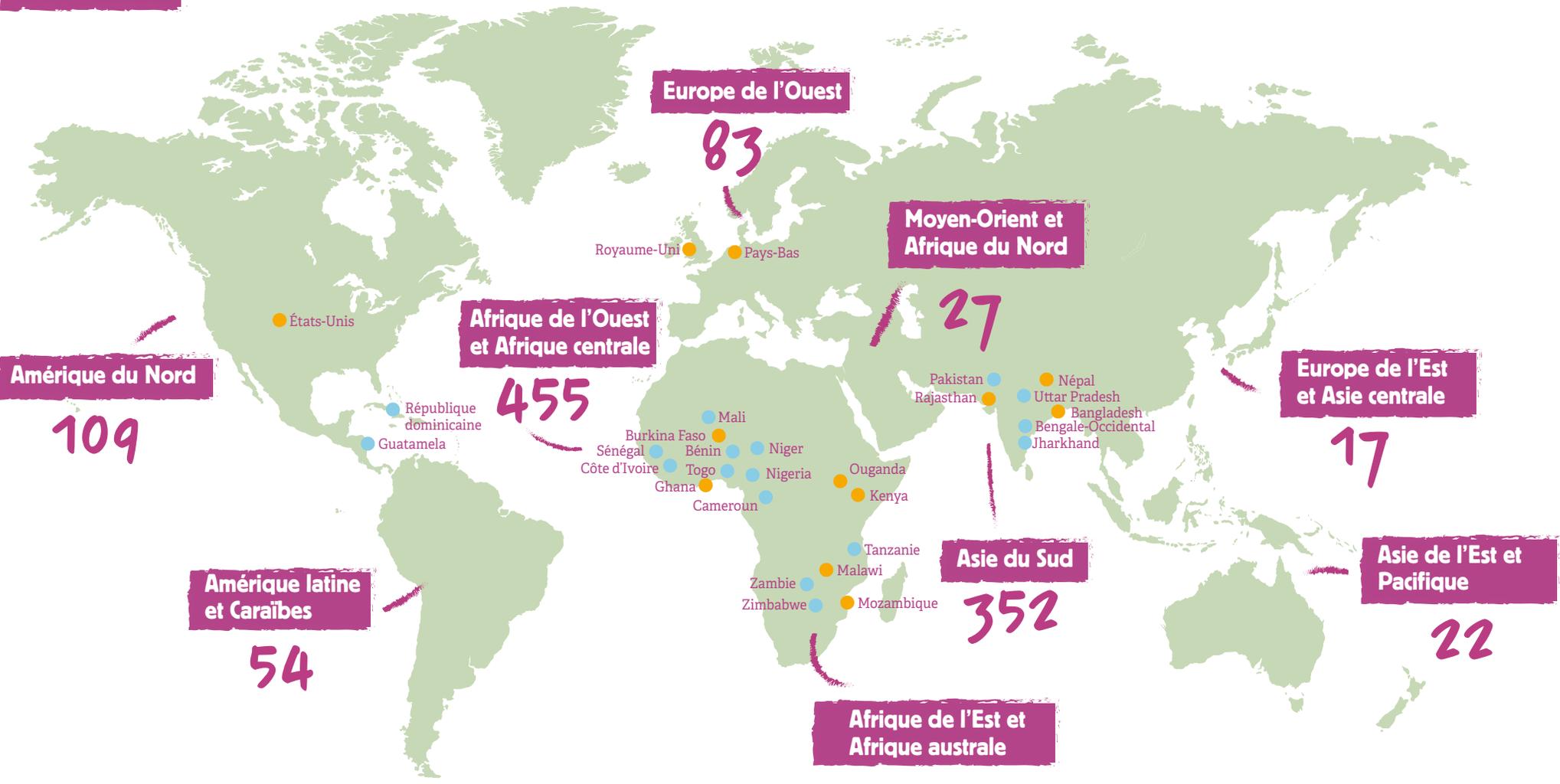
LE PARTENARIAT MONDIAL POUR LA FIN DU MARIAGE DES ENFANTS : MEMBRES DE FILLES, PAS EPOUSES PAR RÉGION

Nombre total d'organisations membres

1 602

Nombre total de pays

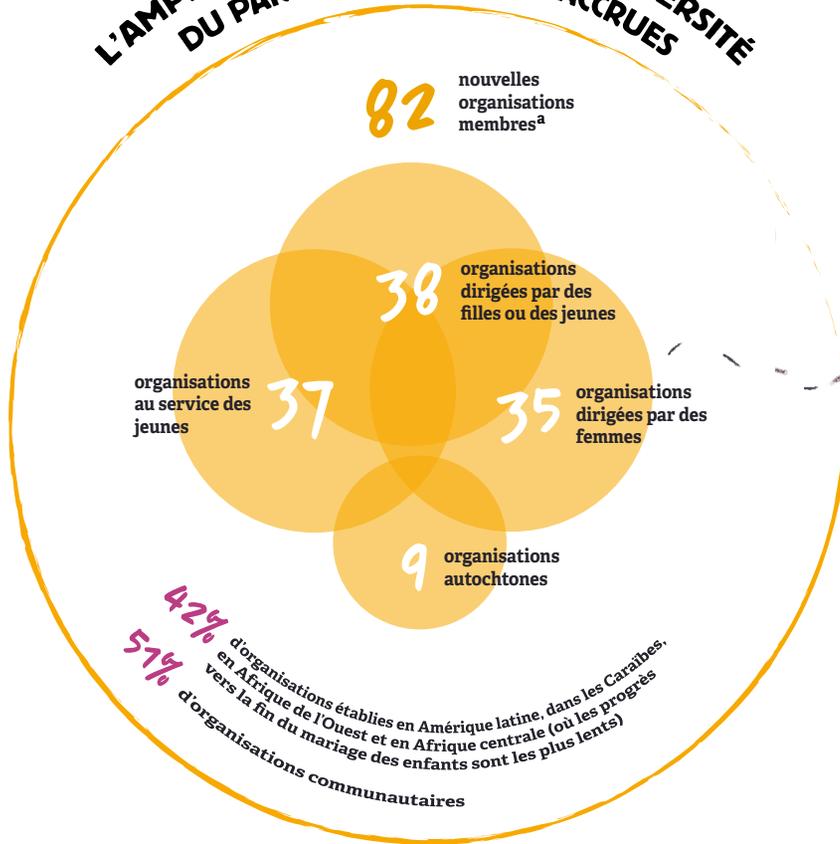
102



● Partenariats nationaux et sous-nationaux 12
 ● Coalitions 17

APERÇU DE NOTRE IMPACT EN 2021

L'AMPLEUR, L'EXPÉRIENCE ET LA DIVERSITÉ DU PARTENARIAT SE SONT ACCRUES



1 nouvelle coalition

10 organisations dirigées par des jeunes au sein des structures administratives de Partenariats nationaux et sous-nationaux



NOUS AVONS FACILITÉ LE PARTAGE DE CONNAISSANCES ET FAVORISÉ DES ACTIONS COLLECTIVES FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES

64 séances de partage de connaissances/de renforcement des capacités

- 1,124 participant-e-s
- 47% de jeunes^b
- 72% de femmes

16 documents d'apprentissage produits/publiés

21 188 téléchargements de documents d'apprentissage

4 réunions mondiales de recherche

NOUS AVONS AMPLIFIÉ LA VOIX DES FILLES ET DES MEMBRES ET ACCÉLÉRÉ LA PARTICIPATION DES DÉCIDEUR·SE·S

25 histoires de changements positifs publiées

1 campagne mondiale Le pouvoir aux filles

79 États ont appuyé le mariage des enfants sur la scène mondiale

11 campagnes nationales Le pouvoir aux filles soutenues financièrement et techniquement

18 États ont manifesté un engagement soutenu

168 engagements de campagne



^a Le nombre et le pourcentage d'organisations membres dans chaque catégorie repose sur les réponses des organisations dans leur demande d'adhésion. Certaines organisations ont indiqué appartenir à plus d'une catégorie.

^b Ces pourcentages s'appuient sur l'échantillon de participant·es ayant indiqué leur âge et leur genre.

PRÉSENTATION DES OBJECTIFS DU SECRÉTARIAT

En 2021, le secrétariat a soutenu le mouvement pour la fin du mariage des enfants en œuvrant à la réalisation de six objectifs :

- 1 Catalyser une action collective efficace de la société civile à tous les niveaux
- 2 Veiller à ce que le mouvement pour la fin du mariage des enfants ait les données, les informations et les connaissances nécessaires pour agir de manière efficace
- 3 Veiller à ce que le mariage des enfants soit considéré comme une priorité politique et sociale au moyen d'un plaidoyer direct ; amplifier la voix du Partenariat et servir de plateforme pour faire entendre les organisations communautaires, les femmes, les filles et les jeunes
- 4 Plaider en faveur d'actions pour la fin du mariage des enfants auprès des gouvernements et autres décideur-se-s
- 5 Veiller à ce que le mouvement pour la fin du mariage des enfants dispose de ressources suffisantes
- 6 Veiller à ce que le secrétariat soit fonctionnel, efficace et en mesure de soutenir le mouvement pour la fin du mariage des enfants



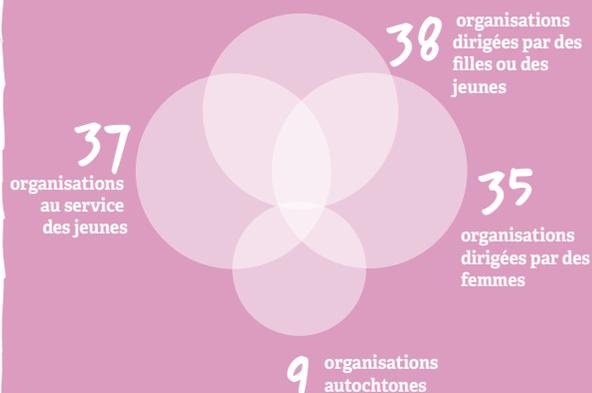


OBJECTIF 1 : CATALYSER L'ACTION COLLECTIVE

DONNÉES CLÉS



1 602 organisations membres dans
102 pays
82 nouvelles organisations membres^c



12 Partenariats nationaux et sous-nationaux et

17 coalitions

10 organisations dirigées par des jeunes au sein des structures administratives de Partenariats nationaux et sous-nationaux

13 groupes/réseaux/comités de jeunes ont été établis, auxquels participent

254 jeunes activistes^d

En 2021, l'ampleur, l'expérience et la diversité du Partenariat se sont accrues. Nous avons délibérément concentré notre expansion sur la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) et celle de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale, les régions où les progrès à l'égard du mariage des enfants ont été les plus lents, et avons accru la participation des jeunes et des femmes. Nous avons collaboré avec des organisations membres pour partager des connaissances, accroître les capacités, mettre en relation diverses parties prenantes et catalyser l'action collective à tous les niveaux afin de veiller à ce que les gouvernements honorent leurs engagements.

SOUTIEN DE L'ACTION COLLECTIVE AU NIVEAU NATIONAL ET SOUS- NATIONAL

Les coalitions et Partenariats nationaux et sous-nationaux de *Filles, Pas Epouses* permettent à leurs membres de regrouper les expertises, les relations et les données pertinentes à leur contexte et de s'exprimer d'une seule voix. Aussi, ces réseaux sont particulièrement bien placés pour pousser les gouvernements locaux à l'action. Le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* fournit une aide technique sur mesures aux coalitions selon les besoins et les domaines d'activité qu'ils considèrent comme prioritaires et aide ces coalitions à établir des liens, à apprendre les unes des autres et à accroître les connaissances au sein du mouvement.

Lorsque des organisations membres de la République dominicaine ont commencé à travailler collectivement, nous les avons mis en relation avec des coalitions et des Partenariats nationaux et sous-nationaux d'Afrique et d'Asie aux fins de partage d'exemples d'actions collectives et de méthodes de travail efficaces. Elles ont utilisé la boîte à outils [S'associer pour le succès](#) pour étudier les moyens de mener un plaidoyer collectif dans leur contexte et ont convenues d'une mission et d'objectifs communs qui guideront leur travail au niveau national.

L'une de nos priorités est de favoriser l'inclusion, la diversité et les processus de nomination démocratiques au sein des coalitions en vue de renforcer leur travail collectif. Avec notre appui, [Filles, Pas Epouses Malawi](#), [Filles, Pas Epouses Rajasthan](#) et la Mesa a Favor de

^c Le nombre d'organisations membres dans chaque catégorie repose sur les réponses des organisations dans leur demande d'adhésion. Certaines organisations ont indiqué appartenir à plus d'une catégorie.

^d Certain-e-s jeunes activistes pourraient être compté-e-s plus d'une fois en cas de participation à plus d'un groupe.

las Niñas y Adolescentes (Mesa de la Niña), une organisation de la société civile guatémaltèque, ont élu une nouvelle direction plus inclusive. Leurs structures de prise de décision comprennent maintenant des organisations dirigées par des jeunes et des femmes.

S'appuyant sur la force de sa nouvelle direction, *Filles, Pas Epouses Malawi* a joué un rôle de plaidoyer clé : elle a analysé le budget national et exhorté le gouvernement malawite à financer en priorité l'éducation des filles. Au Royaume-Uni, dans la foulée d'un événement parlementaire appuyé par *Filles, Pas Epouses* en 2020 et grâce à la mobilisation soutenue des médias par le secrétariat, *Filles, Pas Epouses Royaume-Uni* a joué un rôle décisif dans l'adoption d'un projet de [loi sans précédent](#) visant à rendre le mariage des enfants illégal en Angleterre et au Pays de Galles.

En Inde, la coalition de l'État de l'Uttar Pradesh, avec notre soutien technique, a collaboré avec des filles pour identifier les obstacles limitant leur accès à deux programmes publics (l'un sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'autre de transferts monétaires) pouvant contribuer à prévenir le mariage des enfants. La coalition a ensuite produit des brochures de référence claires et fourni une formation sur les programmes aux représentant·e·s du gouvernement. Les filles ont ensuite reproduit cette formation avec 2 150 pairs à travers l'État. Grâce à cette collaboration, déjà des milliers de filles sont mieux en mesure d'accéder à des

programmes publics qui réduiront leur vulnérabilité au mariage des enfants. De plus, des responsables gouvernementaux ont appelé à de nouvelles activités de sensibilisation qui pourraient permettre d'atteindre des millions d'autres filles.

La mobilisation des jeunes est essentielle à la transformation des normes sociales genrées qui sous-tendent le mariage des enfants, et le travail auprès des coalitions et Partenariats nationaux et sous-nationaux constitue un moyen très efficace d'élargir la portée de nos actions conjointes. Cette année, nous avons collaboré avec 116 jeunes travailleur·se·s de 72 organisations membres de quatre coalitions et Partenariats sous-nationaux d'Inde afin d'utiliser des histoires et les réseaux sociaux pour discuter du genre, de la sexualité et de la discrimination avec les adolescent·e·s.

De jeunes leaders utilisent maintenant le programme et la boîte à outils de communication, auxquels elles et ils ont contribué, dans leurs organisations et leurs communautés. Ces jeunes signalent maintenant une assurance et une compréhension accrues pour aborder ces questions, qui sont d'importantes causes du mariage des enfants.

Les coalitions et Partenariats nationaux et sous-nationaux de *Filles, Pas Epouses* rassemblent diverses parties prenantes et sont responsables de la sûreté des communautés qui participent à leurs projets et activités, notamment les filles, adolescentes et adultes vulnérables avec qui ils collaborent. En 2021, nous avons travaillé avec des coalitions de l'Uttar Pradesh (en Inde) et du Nigeria afin

« Nous devons organiser des espaces où les organisations, les activistes et les gens peuvent se réunir [pour plaider en faveur de la fin du mariage des enfants] tout en donnant la priorité à la perspective des filles, dont les opinions sont trop souvent ignorées. »

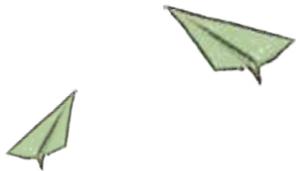
Joseline Velásquez, Mesa de la Niña, une coalition d'organisations de la société civile du Guatemala

« Nous avons fait des progrès énormes pour changer la loi en Angleterre et au Pays de Galles grâce au travail d'équipe. Notre travail de partenariat authentique, avec une structure de gestion horizontale, a permis à toutes les personnes concernées de contribuer de façon importante et réussie. »

Luna Maktari, Independent Yemen Group, *Filles, Pas Epouses Royaume-Uni*

« J'ai beaucoup aimé la méthode d'apprentissage. Je suis heureuse de constater que les autres filles de mon village auront aussi la chance d'en apprendre plus sur les deux programmes. Cette activité m'a encouragée à saisir d'autres occasions qui s'offrent aux filles. »

Jeune fille et leader de l'Uttar Pradesh, en Inde



d'établir une compréhension commune des normes de sauvegarde internationales. Nous avons animé une formation et aidé les membres de ces coalitions à créer conjointement leurs propres politiques, lesquelles permettront aux coalitions d'aligner leurs cadres nationaux et locaux sur ces principes fondamentaux.

À la suite de cette formation, les participant·e·s ont signalé une plus grande collaboration entre les membres de chaque coalition, une connaissance et une compréhension accrues de la sauvegarde et une volonté d'enchâsser la sauvegarde dans leur travail. La coalition de l'Uttar Pradesh se trouve maintenant en position plus favorable pour discuter et conseiller le gouvernement de l'État quant au projet de loi de règlement de la loi de 2006 sur l'interdiction des mariages d'enfants.

« Je n'ai pas limité cette formation à moi-même : je l'ai utilisée avec mon équipe et, ensemble, nous l'avons mise en œuvre sur le terrain de manière organisée. Nous avons utilisé cette formation avec au moins 150 jeunes. »

Jeune travailleuse du Rajasthan, en Inde

SOUTIEN DE L'ACTION COLLECTIVE AU NIVEAU RÉGIONAL ET MONDIAL

Notre travail collectif visant à promouvoir la représentation des filles dans les forums de plaidoyer régionaux et mondiaux a aussi eu un impact au niveau régional et mondial cette année. La collaboration avec des organisations de femmes autochtones et de jeunes constitue l'une de nos priorités de travail en ALC, où les filles de communautés autochtones sont la cible de discriminations croisées (liées à leur genre, leur âge, leur ethnie, leur éducation et leur emplacement) qui les exposent à un risque accru de mariage d'enfant. Cette année, nous avons travaillé en étroite collaboration avec des organisations de femmes autochtones et de jeunes pour approfondir la compréhension du mariage des enfants dans leurs communautés et pour promouvoir les filles, les adolescentes et les jeunes femmes autochtones en tant qu'expertes de leurs propres cultures et expériences.

À cette fin, nous avons collaboré avec des représentant·e·s de onze organisations et coopératives à l'organisation d'un événement en marge de la 14^e session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones de l'ONU et les avons aidé·e·s à préparer une déclaration conjointe et à l'adresser aux

membres du Mécanisme. Grâce à cette démarche, de jeunes femmes autochtones, dont l'adolescente qui a prononcé la déclaration conjointe, ont parlé du mariage des enfants de leur propre perspective et formulé des recommandations sur les moyens de remédier au mariage des enfants dans leurs communautés.



EN APPRENANT
ENSEMBLE, NOUS
POUVONS STIMULER
LE CHANGEMENT!

^e Nous utilisons le terme « autochtone » en reconnaissance de l'existence de mouvements mondiaux, régionaux et nationaux des droits des peuples autochtones. Il convient toutefois de noter qu'il existe une grande diversité parmi les peuples autochtones et que ces peuples préfèrent généralement utiliser le nom précis de leur communauté pour se définir. Notre objectif n'est pas de masquer cette diversité, mais de puiser dans la force de l'identité autochtone pour plaider en faveur d'une approche différenciée à l'égard du mariage des enfants qui tient compte de l'ethnie.

L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : ŒUVRER AVEC DES JEUNES À LA TRANSFORMATION DES NORMES SOCIALES AU KENYA ET EN TANZANIE

Le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E) sont deux problèmes causés par des normes de genre liées au contrôle de la sexualité des filles et des femmes et au maintien de normes sociales et religieuses.

Dans certains contextes, comme celui des Kurias, une communauté transfrontalière du Kenya et de la Tanzanie, les deux pratiques coexistent et les MGF/E sont liés à la nubilité des filles. Pour remédier à ces problèmes, il convient d'[autonomiser les filles](#), de [mobiliser les familles et les communautés](#) et de créer des liens de collaboration efficaces.

Sur la base de notre collaboration avec *Filles, Pas Epouses Ouganda* en 2020, nous avons soutenu *Filles, Pas Epouses Kenya* et la [coalition tanzanienne](#) Tanzania End Child Marriage Network (par l'entremise d'organisations membres du comté de Migori, au Kenya [[Msichana Empowerment Kenya](#)] et du district de Tarime, en Tanzanie [[Children's Dignity Forum](#)]) afin d'agir à l'égard du mariage des enfants et aux MGF/E dans la communauté Kuria. Nous avons accordé la priorité à la mobilisation des jeunes, aux approches promouvant l'égalité des genres et à la collaboration d'intervenant-e-s multiples pour remédier aux inégalités de genre et transformer les relations de pouvoir inégales qui perpétuent les deux pratiques dans cette communauté.

PROMOUVOIR LA COLLABORATION DE MULTIPLES INTERVENANT - E - S

Nous avons créé deux groupes de travail dirigés par de jeunes femmes afin d'impulser une action collective. Ces groupes, qui réunissent des parties prenantes et des leaders d'opinion clés, ont mis en place des structures communautaires, dont des comités des droits de l'enfant et de protection de l'enfance, qui travaillent en collaboration avec les ministères compétents et répondent aux cas de mariage d'enfant et de MGF/E.

À la suite de cette collaboration (appuyée par des formations sur le plaidoyer budgétaire et des réunions de plaidoyer), de hauts fonctionnaires, dont le commissaire du district de Tarime, ont fait des déclarations publiques sur le mariage des enfants, des conseiller-ère-s municipaux-ales ont adopté des méthodes de budgétisation sensibles au genre et les administrations locales ont intégré des activités proposées par les jeunes à leurs plans de travail. La transformation des normes sociales est un projet à long terme et l'action collective de nombreuses parties prenantes est indispensable à un effet durable.

« Cette formation m'a tant appris. Elle m'a permis de vraiment mieux comprendre l'importance d'un budget sensible au genre. Je compte utiliser mon poste de conseiller pour promouvoir la construction d'un dortoir à l'école de mon quartier. »

Conseiller de quartier de Binagi, dans le district de Tarime, en Tanzanie

MOBILISER LES JEUNES POUR TRANSFORMER LES NORMES SOCIALES

Nous avons offert une formation à 20 jeunes sur l'utilisation de la boîte à outils [À vous d'agir !](#) de *Filles, Pas Epouses*, un guide pour l'activisme des jeunes, et sur un module additionnel concernant les approches promouvant l'égalité des genres. Ces jeunes ont ensuite utilisé ces connaissances pour former 83 autres jeunes activistes. Le Migori Youth Network a été créé avec ces participant-e-s afin de favoriser l'action collective pour la fin du mariage des enfants dans la

région. Nous avons également appuyé un atelier numérique sur l'art de raconter des histoires avec 30 jeunes activistes. Ces jeunes ont eu l'occasion d'explorer diverses formes d'expression (dont l'art, la photographie, le théâtre, la création littéraire et les cercles d'histoires) pour partager leurs propres expériences et les utiliser afin de plaider en faveur de la fin du mariage des enfants et des MGF/E dans leurs communautés.

Ces activistes sont maintenant un puissant moteur collectif de changement : réparti-e-s en groupes, elles et ils mènent un plaidoyer et des forums de sensibilisation de porte à porte et offrent un mentorat aux jeunes. Ces activistes ont également organisé des dialogues entre jeunes et entre générations dans leurs communautés et sur les stations de radio locales, remis en question les normes de genre discriminatoires et milité en faveur de transformations à long terme qui permettront aux filles et aux femmes de bénéficier des mêmes droits que les garçons et les hommes.

« Lorsque nous avons commencé, nous avons suscité un grand nombre de réactions négatives, en particulier de la part des aîné-e-s, mais nous avons continué et la situation s'est adoucie. Cette expérience m'a appris que pour être un agent de changement, je dois être patiente. »

Membre du groupe de travail des jeunes de Tarime, en Tanzanie





OBJECTIF 2 : PARTAGER LES DONNÉES AVÉRÉES ET LES CONNAISSANCES

DONNÉES CLÉS



16 documents d'apprentissage produits/publiés

21 188 téléchargements de documents d'apprentissage

64 séances de partage de connaissances/de renforcement des capacités avec les coalitions et Partenariats nationaux et sous-nationaux

1 124 participant·e·s

4 réunions mondiales de recherche

399 participant·e·s

L'un des principaux rôles du secrétariat est de faciliter le partage de connaissances entre les organisations membres, ainsi qu'avec les professionnel·le·s, les chercheur·se·s, les responsables politiques et les bailleurs de fonds pour veiller à ce que tous et toutes puissent accéder et contribuer aux plus récentes données et ressources.

Cette année, nous avons favorisé une meilleure compréhension globale des causes et conséquences du mariage des enfants, de ses liens avec d'autres questions de droits humains et des moyens efficaces d'y mettre fin. Résultat : nous sommes mieux placée·s pour plaider collectivement en faveur des types de financement et de soutien qui contribueront de manière efficace à prévenir le mariage des enfants et à soutenir les filles déjà mariées.

COLLABORER AVEC LES ORGANISATIONS MEMBRES POUR TRADUIRE LES DONNÉES EN ACTIONS

Cette année, nous avons facilité et soutenu des occasions pour les membres de partager leurs connaissances, à la fois entre membres et avec d'autres parties prenantes. On retiendra notamment une réunion mondiale (voir « L'impact dans la pratique » à la p. 19) et une série de séances d'apprentissage en ligne pour les coalitions et Partenariats nationaux et sous-nationaux de partout dans le monde en

vue d'établir des relations interrégionales et d'accroître le partage de connaissances entre pairs.

Au Kenya, nous avons réuni des organisations membres pour partager des données et des connaissances sur les moyens de remédier conjointement au mariage des enfants et aux MGF/E dans les programmes et le plaidoyer. Les organisations membres ont ensuite élaboré des messages de plaidoyer collectifs fondés sur des données probantes de manière à remédier aux deux problèmes de manière conjointe. *Filles, Pas Epouses Kenya* a élaboré une stratégie commune de plaidoyer pour demander au gouvernement kenyan d'honorer ses engagements envers la fin du mariage des enfants et des MGF/E. Ces réalisations soutiendront le travail en cours dans la communauté Kuria du Kenya et de Tanzanie (voir « L'impact dans la pratique » à la p. 13).

Au Burkina Faso, nous avons réuni des membres de la [Coalition Nationale contre le Mariage des Enfants au Burkina Faso \(la CONAMEB, un Partenariat national\)](#), des leaders traditionnels et religieux et une consultante du Niger pour partager des

connaissances sur le changement des normes sociales dans les programmes à l'égard du mariage des enfants. À la suite de la réunion, des leaders se sont engagés à coopérer plus activement avec les autres parties prenantes. Pour la première fois, la CONAMEB et de tels leaders se sont mis d'accord sur une collaboration stratégique.

En collaboration avec la [Plateforme vers la Fin du Mariage des Enfants](#), notre coalition du Niger, nous avons réuni diverses parties prenantes (dont des acteur-ric-e-s humanitaires, des représentant-e-s du gouvernement et des représentant-e-s des secteurs de l'éducation et du mariage des enfants) pour la première fois afin de développer une approche commune et de garantir l'accès des filles à l'éducation dans les situations humanitaires. Les participant-e-s ont formé un groupe de travail qui se réunira régulièrement pour partager des plans de travail, identifier des domaines de collaboration et soutenir le plaidoyer collectif.

En facilitant la participation des jeunes au Sommet de la fille africaine (notamment au moyen d'une formation des jeunes en amont de l'événement), en favorisant le plaidoyer collectif au sein de la Plateforme du Niger et en organisant un événement parallèle sur l'éducation des filles, nous avons veillé à ce que les filles et les organisations membres puissent exprimer haut et fort leurs demandes aux décideur-se-s en faveur d'actions intersectorielles garantissant les droits des filles. Grâce à ces efforts, le mariage des enfants et l'éducation ont été inclus dans les déclarations finales du Sommet. Ce

en plus de témoigner du pouvoir de l'action collective, sert à la renforcer : les jeunes activistes ont établi des liens avec d'autres membres du mouvement des jeunes en Afrique, tandis que les organisations membres ont formé une alliance de plaidoyer conjoint en Afrique de l'Ouest par laquelle elles peuvent demander des comptes aux décideur-se-s.

En ALC, où le mariage des enfants n'est pas encore largement reconnu en dépit d'un taux de prévalence élevé (22 %), nous avons organisé deux séminaires en ligne en collaboration avec des organisations membres afin d'approfondir la compréhension des liens entre le mariage des enfants et de deux problèmes qui sont une priorité dans la région : les grossesses chez les adolescentes et les formes de masculinité. Lors de ces séminaires en ligne, les organisations membres, et en particulier les jeunes femmes, ont présenté leur travail, partagé des enseignements et des recommandations et galvanisé le plaidoyer collectif en faveur de réponses coordonnées au mariage des enfants.

Ce rassemblement d'organisations communautaires, d'organisations de jeunes, d'agences des Nations Unies et d'ONG internationales a également contribué à lier le travail communautaire aux données sur le mariage des enfants dans le monde et à mettre en lumière l'importance du contexte et la nécessité d'adopter une approche qui tient compte des facteurs intersectoriels responsables de la vulnérabilité des filles.

« Nous vivons dans un environnement où les valeurs traditionnelles et l'interprétation des textes religieux ont une incidence négative sur la vie des jeunes filles et des femmes en général. »

Leader religieux ayant participé à l'atelier sur les normes sociales au Burkina Faso

« Cela nous motive, nous les personnes plus âgées, de voir des jeunes [...] qui tiennent au changement social et à une vie digne en tant qu'êtres humains, et le fait que nous pouvons tous et toutes faire quelque chose là où nous sommes. »

Participant au séminaire en ligne sur les grossesses chez les adolescentes, au Guatemala

ACCROÎTRE LES DONNÉES SUR LE MARIAGE DES ENFANTS DANS LE MONDE

Nous avons produit et diffusé 16 ressources d'apprentissage dans de nombreuses langues. Ces études de cas, notes d'information et rapports détaillés synthétisent les plus récentes données, preuves et connaissances sur des sujets précis, témoignent de l'expertise et des expériences d'organisations membres et contiennent des recommandations pratiques en matière de politiques et de programmes.

Au nombre des ressources publiées cette année, on compte des notes d'information et des rapports sur le mariage des enfants et [l'éducation des filles, la protection de l'enfance, les grossesses et la maternité chez les adolescentes, les MGF/E, les transferts monétaires et l'esclavage moderne](#) ; des études de cas sur le mariage des enfants [dans les situations humanitaires, le mariage des enfants et les MGF/E et le recours aux médias pour remédier aux MGF/E](#) ; et un bulletin de recherche sur les approches promouvant l'égalité des genres et [les approches systémiques pour mettre fin au mariage des enfants et promouvoir les droits des filles](#). Une note d'information sur l'intersectionnalité a également été élaborée en 2021. Elle se penche sur les facteurs qui augmentent la vulnérabilité des filles au mariage des enfants et sera publiée en 2022.

COORDINATION DE LA RECHERCHE ET PROMOTION DE SOLUTIONS FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES

Cette année, en partenariat avec le Programme mondial UNFPA-UNICEF visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants, nous avons lancé un mécanisme unique pour coordonner la recherche dans le monde et promouvoir l'application pratique des connaissances et des données : le [Réseau recherche-action sur le mariage des enfants](#) (le CRANK, de l'anglais Child Marriage Research to Action Network). À la fin de l'année, le CRANK comprenait plus de 300 chercheur-se-s, professionnel-le-s et militant-e-s de divers organismes de partout dans le monde, notamment des organisations dirigées par des femmes et des jeunes, des universités et des agences des Nations Unies.

Le CRANK a organisé des [réunions trimestrielles](#) pour discuter des plus récentes données sur des questions prioritaires (dont les approches promouvant l'égalité des genres et le

mariage des enfants dans les situations humanitaires) et leur incidence sur la recherche, la pratique et les politiques. Ces réunions ont permis la diffusion d'importantes recherches sur le mariage des enfants et encouragé leur application pratique. Les [premier](#) et [deuxième](#) bulletins Pleins feux sur la recherche résument les principaux enseignements, ressources, outils et études de cas des réunions et contiennent des recommandations de solutions à l'intention des professionnel-le-s s'efforçant de mettre fin au mariage des enfants. La [base de données de recherche](#) du CRANK a également contribué à une meilleure coordination de la recherche sur le mariage des enfants.

Cette année, nous avons aussi collaboré avec l'UNICEF et neuf autres partenaires stratégiques au lancement du [Mécanisme de suivi du mariage des enfants](#) (MSME) de l'UNICEF. Cette plateforme collaborative permettra de générer des analyses et encouragera l'utilisation de données dans le travail au niveau national. En tant que membre du Groupe stratégique consultatif, nous mobiliserons et représenterons le Partenariat mondial et veillerons à ce que le MSME tienne compte de la perspective des jeunes et de la société civile.

Au niveau régional, nous avons organisé un atelier en vue de reformer le Groupe d'action africain pour la fin du mariage des enfants (après une période d'inactivité). L'objectif est de veiller à ce qu'il dispose des données, des informations et des connaissances nécessaires pour prendre des mesures efficaces et de faire rayonner les recherches et chercheur-se-s d'Afrique sur la scène régionale et mondiale. Nous avons entrepris un examen des données existantes sur les interventions à l'égard du mariage des enfants et sa préva

lence, ses causes et ses conséquences en Afrique, identifié les lacunes de recherche et établi des priorités en collaboration avec nos organisations membres, des agences des Nations Unies, des organismes de recherche et des universitaires.



L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : SUSCITER DES ACTIONS FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES GRÂCE AU PARTAGE DE CONNAISSANCES ENTRE MEMBRES ET JEUNES

Nous avons célébré notre 10^e anniversaire dans un contexte de pandémie, alors que les déplacements et les réunions physiques étaient limités. Aussi, nos rassemblements avec les coalitions, les Partenariats nationaux et sous-nationaux et les membres ont eu lieu en ligne.

Lors de quatre séances, nous avons partagé et examiné, dans quatre langues, des exemples pratiques de questions au cœur de notre travail : la mobilisation des jeunes, la sexualité et la capacité d'agir des filles, l'essor du mouvement et l'action collective.

Les séances ont été créées conjointement avec des organisations membres et les séances de mobilisation des jeunes ont été élaborées avec des adolescentes et de jeunes leaders. Des jeunes ont animé les discussions et y ont participé : ces jeunes personnes ont expliqué comment elles organisent des réseaux de filles et de jeunes femmes et les encouragent à plaider en faveur de leurs droits au Guatemala, en Inde, au Kenya, au Mexique et en Tanzanie. En nous concentrant sur le partage de connaissances et la mobilisation des jeunes, nous avons renforcé la confiance des organisations membres et des jeunes dans leur capacité à contribuer aux savoirs mondiaux et renforcé leur leadership au sein du mouvement pour la fin du mariage des enfants.

Au cours de chaque séance, les participant-e-s ont mis en évidence et partagé des solutions pratiques pour améliorer la capacité des jeunes et créer des espaces sûrs aux niveaux national et régional où les jeunes peuvent partager leurs opinions et recommandations et participer aux processus décisionnels. Les coalitions et Partenariats nationaux et sous-nationaux ont déjà commencé à faire de ce projet une réalité en incluant plus de jeunes dans leurs structures administratives (voir les exemples à la p. 10) et les organisations membres et partenaires continuent de soutenir le leadership des jeunes aux niveaux local et national.

Nous avons utilisé nos plateformes numériques pour partager des ressources et des enseignements clés avec les participant-e-s. Dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse, nous avons également réuni de jeunes activistes pour connaître leur avis sur l'activisme et le plaidoyer pour la fin du mariage des enfants dans un [article de blog](#) destiné au grand public. L'article a permis

de diffuser une vision positive du changement en vue d'encourager diverses parties prenantes à l'action.





Mettre fin au Mariage
des enfants maintenant!
♥ 181

LIVE

LE POUVOIR
AUX FILLES!



OBJECTIF 3 : AMPLIFIER LES VOIX

DONNÉES CLÉS



25 histoires de changements positifs partagées

1 campagne Le pouvoir aux filles

11 campagnes nationales Le pouvoir aux filles soutenues financièrement et techniquement

168 engagements de campagne pris sur notre site Web

Plus de 100 000 personnes sensibilisées grâce aux mots-clés #LePouvoirAuxFilles et #PowerToGirls

1 série de lignes directrices sur la communication éthique

Au cours de la dernière décennie, nous avons réalisé des progrès considérables vers un monde sans mariages d'enfants. Cependant, 12 millions de filles continuent d'être mariées chaque année⁵ et on prévoit que 10 millions de filles supplémentaires se marieront d'ici 2030 en raison des conséquences sociales et économiques de la pandémie de COVID-19.⁶

Sensibiliser la population au problème, à l'urgence d'y remédier et aux actions prises en ce sens – en amplifiant la voix des filles et des organisations membres – est au cœur de notre travail visant à mobiliser le Partenariat mondial, à rallier les appuis et à accélérer la participation des décideur-se-s à tous les niveaux.

LA CAMPAGNE MONDIALE LE POUVOIR AUX FILLES

Non seulement la pandémie (et les fermetures d'école, les restrictions des déplacements, la pression sur les services de santé et l'exacerbation des difficultés économiques qu'elle a provoquées) a accru la vulnérabilité des filles au mariage des enfants, mais la volonté et les ressources politiques en faveur de programmes qui préviennent et sanctionnent de telles pratiques ont été réaffectées à d'autres fins.

C'est dans ce contexte que nous avons lancé la campagne [Le pouvoir aux filles](#), un appel à des actions immédiates pour la fin du mariage des enfants. Au moyen de cette campagne, nous avons amené des organisations membres et des partenaires de partout dans le monde à donner l'occasion aux filles de s'exprimer, de canaliser leur force intérieure et de réaliser leur potentiel. En appelant les décideur-se-s à prendre des engagements concrets envers la fin du mariage des enfants, nous avons également fait de cette question une priorité politique et financière pour laquelle les décideur-se-s devront rendre des comptes. La campagne prendra fin en mars 2022.

Ensemble, nous avons créé un réseau mondial qui exige avec force des actions immédiates. Lancée lors d'un festival en ligne auquel ont participé 400 personnes, cette initiative a mené au lancement de cinq campagnes nationales (voir « L'impact dans la pratique » à la p. 24). À la fin de l'année, nous avons

^f UNICEF, *Base de données sur le mariage des enfants*, 2021.

^g UNICEF, *COVID-19: A threat to progress against child marriage*, 2021.

reçu 168 [engagements](#) sur notre site Web (notamment des gouvernements du Mexique et de la Suède) et des milliers d'autres ont été collectés par nos organisations membres dans le cadre de leurs campagnes nationales.

Les mots-clics de campagne #LePouvoirAux-Filles et #PowerToGirls ont été vus plus de 100 000 fois en 2021, nos vidéos ont généré en moyenne 4 300 visionnements sur les réseaux sociaux et la mobilisation par courriel a été nettement supérieure aux normes du secteur. Cette campagne a permis de sensibiliser les gens et à catalyser l'action bien au-delà des frontières du Partenariat afin de veiller à ce que les filles puissent vivre leur vie et disposer de leur corps comme elles l'entendent.

« [Nous nous engageons à] promouvoir la campagne de sensibilisation en cours sur ce problème, à nous joindre aux initiatives nationales et internationales visant à renforcer les soins personnels et l'autonomie dès le début de l'enseignement, à travailler main dans la main avec les filles et les adolescentes et à les écouter. »

Engagement de campagne Le pouvoir aux filles de l'Institut national pour les femmes (INMujeres), du gouvernement du Mexique

AMPLIFIER LA VOIX DES FILLES ET DES MEMBRES EN FAVEUR D'UNE VISION POSITIVE DU CHANGEMENT

Cette année, nous avons utilisé nos plateformes numériques, notamment notre site Web fraîchement renouvelé, afin de faire connaître le travail mené pour mettre fin au mariage des enfants,

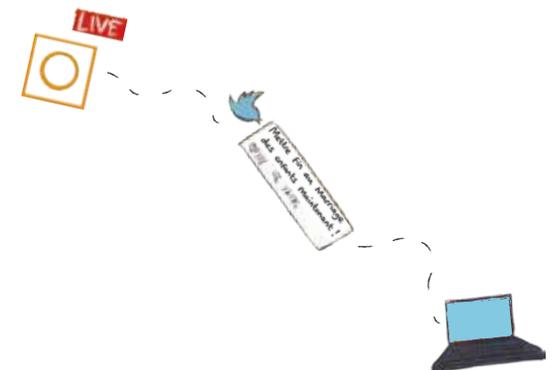
son impact sur la vie des filles et les défis à relever en tant que mouvement. En partageant ces histoires, nous avons stimulé la participation et la motivation des organisations et partenaires et avons montré aux décideur-se-s, gouvernements et bailleurs de fonds l'importance d'investir dans les organisations de la société civile œuvrant auprès des filles si l'on veut édifier un avenir meilleur pour tous et pour toutes.

En 2021, nous avons publié 25 histoires positives de changement (à savoir, des observations, des connaissances et des histoires personnelles à l'initiative de filles et des membres) sur notre site Web, lesquelles ont été visitées près de 10 000 fois. Ces histoires portaient sur l'activisme des jeunes, l'intersectionnalité, les situations humanitaires et l'action collective pour la fin du mariage des enfants. L'histoire la plus lue, [Célébration de la Journée de l'enfant africain](#), portait sur les progrès liés au mariage des enfants en Afrique. Des articles de blog ont aussi été rédigés sur [une organisation angolaise qui déploie la force des filles pour remédier au mariage des enfants](#), [la promotion de formes de masculinité positives en ALC](#), [la canalisation du pouvoir du gouvernement au profit des filles en Inde](#) et [le soutien des filles et des femmes en Afghanistan](#) après la prise du pouvoir par les talibans.

Sur nos réseaux sociaux, nous avons également fait part d'informations, d'histoires, d'événements et de discussions sur le mariage des enfants et sur le travail mené pour y mettre fin. De cette manière, nous avons encouragé le grand public et les parties prenantes clés, dont les organisations membres et les bailleurs de fonds, à se joindre à la conversation et à passer à l'action. En 2021, notre auditoire sur nos réseaux sociaux anglophones a augmenté de 3,1 % pour atteindre un total de plus de 220 000 personnes, et la participation a augmenté de 167,7 %.

Afin de mieux soutenir notre nombre croissant de membres en ALC, nous avons lancé officiellement nos comptes [Twitter](#) et [Facebook](#) en espagnol. Par l'entremise de ces plateformes, nous avons amélioré la visibilité du mariage des enfants et du travail des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* dans la région et mobilisé des activistes, la société civile, des médias, des agences des Nations Unies et des gouvernements. Le groupe Facebook permet aux organisations membres de communiquer des événements, des outils et des expériences et d'établir des consensus de manière à plaider conjointement pour le changement.

Cette année, nous avons relancé nos communications auprès des sympathisant-e-s au moyen d'un bulletin mensuel. Ce bulletin contient une sélection d'histoires à l'initiative des filles et des membres, ainsi que des données et des actions de campagne pour les parties prenantes, dont les bailleurs de fonds, les responsables politiques, les journalistes et la société civile. À l'aide de notre communication régulière avec ce groupe, nous avons favorisé la prise d'engagements de campagne Le pouvoir aux filles et l'intégration de la question du mariage des enfants dans des secteurs à l'extérieur de notre Partenariat. En d'autres mots, nous avons favorisé une approche multisectorielle plus holistique relativement aux droits des filles.



UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE RESPONSABLE DU MARIAGE DES ENFANTS

Les médias jouent un rôle très important pour sensibiliser les gens et accroître la pression populaire en faveur de la fin du mariage des enfants aux niveaux national, régional et mondial. En collaboration avec des organisations membres, nous proposons des sujets de reportage et répondons aux demandes des médias afin qu'ils couvrent la question de manière éthique et centrée sur les solutions, et que les personnes touchées puissent raconter leur histoire dans leurs propres mots en toute sécurité. Cette démarche s'inscrit dans notre approche visant à partager des histoires personnelles qui illustrent les conséquences du mariage des enfants et les solutions au problème sans adopter un angle sensationnaliste.

Cette année, nous avons travaillé en étroite collaboration avec le [Washington Post](#) pour examiner l'impact de la COVID-19 sur le mariage des enfants en Afrique de l'Ouest. Nous avons facilité une relation de travail entre leur chef de bureau et [Agir Plus](#), une organisation membre de *Filles, Pas Epouses*, et avons veillé à l'existence de mesures de sauvegarde lors de la visite de presse. Le [Washington Post](#) a ensuite publié l'histoire de Fatouma, une jeune activiste qui a failli être mariée pendant l'enfance et qui milite maintenant en faveur de l'éducation des filles. Grâce aux dons de lecteurs et lectrices, Fatouma a pu retourner à l'école et cherche maintenant à récupérer ses papiers d'identité.

Nous avons collaboré avec la coalition du Zimbabwe (le Groupe national pour la fin du

mariage des enfants au Zimbabwe) en réaction aux informations selon lesquelles une fille serait morte en couches après son mariage, ce qui a donné lieu à des reportages accompagnés de témoignages personnels sur [BBC Africa Daily](#), [CNN](#) et [notre site Web](#). Nous continuons de travailler en étroite collaboration avec les membres de la coalition du Zimbabwe pour faire connaître leurs histoires et la [Loi type](#) de la Communauté de développement de l'Afrique australe sur l'éradication du mariage des enfants et la protection des enfants déjà marié-e-s.

Grâce à notre travail en collaboration avec *Filles, Pas Epouses Royaume-Uni*, le [Guardian](#), la [Thomson Reuters Foundation](#), PA Media et l'[Evening Standard](#) ont couvert l'important projet de loi visant à accroître l'âge légal de mariage. Nous avons également collaboré avec le journal brésilien [Folha de São Paulo](#), ce qui a permis de bâtir notre réputation en tant que source d'information crédible au Brésil, le cinquième pays du monde au plus grand nombre absolu de mariages d'enfants.^h

Cette couverture contribue à mieux faire connaître le mariage des enfants aux niveaux national et international, à pousser les gouvernements à honorer leurs engagements (trop souvent bafoués) envers la fin au mariage des enfants et à garantir les droits des filles. Elle permet également de présenter les organisations membres de *Filles, Pas Epouses*, les filles et les femmes en tant qu'expertes de la question et d'encourager les lecteurs et lectrices à faire de dons aux organisations travaillant avec et pour les filles.

TRACER LA VOIE EN MATIÈRE DE COMMUNICATION ÉTHIQUE SUR LE MARIAGE DES ENFANTS

Notre engagement à communiquer de manière responsable sur le mariage des enfants s'observe dans l'ensemble de notre travail de « porte-voix ». Cette année, nous avons collaboré avec 50 représentant-e-s d'organisations membres et contributeur-ice-s, dont de jeunes femmes ayant vécu le mariage des enfants, à la production d'une série de [lignes directrices sur la communication éthique](#).

Ces lignes directrices sont les premières à exposer les principes éthiques et les bonnes pratiques dans le cadre précis de la communication sur le mariage des enfants et comprennent 11 outils pratiques pour la réalisation de ces principes. Dans le contexte de la pandémie et d'une reconnaissance accrue des déséquilibres de pouvoir pouvant causer du tort lorsque nous publions des histoires, ces directives nous aident à veiller à ce que les contributeur-ice-s qui livrent un témoignage, en particulier les filles et les adolescentes, soient en sécurité, en mesure d'exprimer leurs expériences et préférences et se sentent émancipées par le processus.

« Raconter une histoire est un moyen efficace de communiquer avec notre communauté. Cependant, le partage d'une histoire vient avec son lot de conséquences et de risques de stéréotypes que la personne qui publie l'histoire doit comprendre clairement. »

Représentante d'une organisation membre de *Filles, Pas Epouses* établie en Inde

^h UNICEF, 2021, *Base de données sur le mariage des enfants*.

L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : L'ACTION COLLECTIVE POUR LE POUVOIR AUX FILLES

Dans le cadre de la campagne *Le pouvoir aux filles*, nous avons travaillé en étroite collaboration avec des organisations membres de partout dans le monde pour adapter nos messages aux contextes régionaux et mettre à l'honneur le travail de nos membres en faveur des droits des filles. Nous avons également fourni un financement et un soutien technique à 11 organisations membres et Partenariats nationaux pour leur permettre d'élaborer leurs propres campagnes et de stimuler l'action au niveau national. Quatre de ces campagnes ont été lancées en 2021.

Au Pakistan, *Blue Veins* a collaboré avec des médias et des leaders religieux n'ayant jamais été associés au travail pour la fin du mariage des enfants par le passé afin de catalyser des actions en faveur des droits des filles dans le Khyber Pakhtunkhwa. Lors d'un atelier avec des journalistes, *Blue Veins* a sensibilisé la presse aux droits des filles et au rôle que doivent jouer les médias pour prévenir le mariage des enfants et accroître l'appui du public. L'organisation a également créé un groupe de soutien des médias en vue de promouvoir l'action collective.

Blue Veins a aussi organisé des dialogues avec des leaders religieux de multiples confessions, après quoi des leaders de l'ensemble de la région se sont engagés pour la première fois à promouvoir les droits des filles et des femmes et à œuvrer ensemble pour la fin du mariage des enfants. Le soutien de ces leaders sera essentiel à la réussite d'un groupe de travail et de deux comités de l'Assemblée provinciale responsables de l'élaboration d'une loi sur le mariage des enfants.

En Inde, *Pratigya* a combiné un travail communautaire dans des bidonvilles et des villages tribaux à un plaidoyer à l'échelle de l'État afin de rallier l'appui de leaders politiques et religieux envers les droits des filles. L'organisation a recueilli plus de 7 000 signatures à son engagement pour la fin du mariage des enfants, notamment celles de ministres et de représentant-e-s du gouvernement. Elle a aussi mené des activités de sensibilisation au moyen de brochures et de discussions avec des décideur-se-s.

En ALC, nos organisations membres se sont rassemblées et ont découvert la force de l'action collective grâce à la campagne. Elles ont mis leurs expériences en commun et rédigé des messages conjoints et adaptés aux contextes pour pousser les décideur-se-s à s'engager officiellement à garantir les droits des filles. Plus de 20 engagements de campagne ont déjà été pris dans la région, notamment d'institutions gouvernementales. Nos nouvelles plateformes de réseaux sociaux en espagnol ont joué un rôle déterminant dans cette mobilisation (voir la p. 22).

« [L'investissement *Le pouvoir aux filles*] contribue à des engagements concrets et à la redevabilité des décideurs et décideuses. À partir de maintenant, la fin du mariage des enfants est une priorité politique et financière. »

Blue Veins, une organisation membre de *Filles, Pas Epouses* du Pakistan

« Notre étroite collaboration avec le gouvernement facilitera notre travail au niveau communautaire. Nous ne pouvons pas mettre fin au mariage des enfants sans mobiliser les jeunes, et la plupart des idées pour notre campagne ont été lancées par des jeunes. »

Pratigya, une organisation membre de *Filles, Pas Epouses* de l'Inde



LE POUVOIR
AUX FILLES

JE SERAI
À VOTRE
ÉCOUTE

CE QUI NOUS
CONCERNE NE
PEUT SE FAIRE
SANS NOUS!

NON À LA
VIOLENCE
BASÉE SUR
LE GENRE

MON BUDGET
REpondra AUX
BESOINS DES
FILLES

OBJECTIF 4 : PLAIDOYER AUPRÈS DES RESPONSABLES POLITIQUES

DONNÉES CLÉS



79

gouvernements ont appuyé l'action à l'égard du mariage des enfants sur la scène mondiale

18

gouvernements ont manifesté un engagement soutenu

11

décideur-se-s ont pris des engagements

7

ressources de plaidoyer et de campagne ont été publiées en ligne

520

jeunes activistes ont participé à des moments de plaidoyer/campagne avec des décideur-se-s

En tant que Partenariat, nous sommes plus fort-e-s lorsque nous nous unissons autour d'une vision claire et concrète pour le changement. Le secrétariat collabore avec diverses parties prenantes pour susciter la contribution des décideur-se-s et faire de cette vision une réalité.

En 2021, nous avons mobilisé des organisations de jeunes et de femmes et fait valoir leurs préoccupations dans les sphères internationales et nationales, notamment en ce qui a trait à l'autonomie corporelle, les droits sexuels et reproductifs et le mariage des enfants.

Le [Forum Génération Égalité \(FGE\)](#), qui soulignait le 25^e anniversaire du Programme d'action de Beijing (Beijing+25) lors d'événements à Mexico et Paris, constituait pour nous une réunion essentielle pour promouvoir la participation des jeunes et susciter des engagements politiques et financiers à l'appui des droits des filles et des femmes aux niveaux national et mondial.

Par l'entremise de plateformes comme le Plan d'investissement pour les adolescentes ([AGIP](#)), nous avons mené un plaidoyer collectif en partenariat avec de jeunes activistes et la société civile afin de garantir la participation d'un [grand nombre de jeunes au FGE](#) et à l'exercice de leur leadership au sein des coalitions d'action, du Groupe de travail Jeunesse et du Groupe central, avec une importance particulière accordée aux

participation au forum et à ses résultats concrets, veuillez consulter la p. 28.

Également sur la scène internationale, nous avons contribué à renforcer l'environnement normatif en ce qui concerne le mariage des enfants par l'entremise de la [cinquième résolution sur les mariages d'enfants, précoces et forcés](#) du Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Nous avons collaboré avec des gouvernements, des ONG internationales et des organisations de la société civile partenaires pour veiller à ce que la priorité soit donnée aux filles exposées au risque de mariage et aux filles déjà mariées ou l'ayant été.

L'adoption de la résolution a été coparrainée par 74 États et a bénéficié d'un important soutien interrégional. La résolution maintient la pression sur les États membres de l'ONU afin qu'ils honorent leurs engagements envers la fin du mariage des enfants dans le cadre du respect des droits humains et tient compte de la pandémie de COVID-19.

L'action collective de la société civile a joué un rôle décisif pour amener les États à appuyer la résolution et à utiliser les termes les plus forts possibles pour protéger les droits des filles. Grâce à notre plaidoyer commun, la résolution mentionne la santé et les droits sexuels et reproductifs pour la première fois. Elle utilise également des termes forts sur le droit des filles à participer aux processus décisionnels, une question à laquelle certains États membres s'étaient précédemment opposés. En renforçant les engagements et le libellé concernant le mariage des enfants sur la scène internationale, nous avons bâti un environnement plus propice aux changements durables et à long terme.

Au niveau national, *Filles, Pas Epouses* *Ouganda* s'est appuyée sur le soutien financier et le travail conjoint entamé en 2020 pour formuler une motion parlementaire qui a été déposée en 2021 par une députée et grande défenseuse de notre cause. Le plaidoyer conjoint du Partenariat national a mené à l'adoption de la motion, qui exhorte le gouvernement ougandais à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies visant à protéger les filles contre les grossesses précoces et les mariages d'enfants, qui se multipliaient pendant la pandémie. Le mariage des enfants est devenu une priorité politique et sociale en Ouganda, ce qui illustre le pouvoir de l'action collective entre diverses parties prenantes.

« Le Représentant permanent des Pays-Bas à Genève remercie tous les partenaires de *Filles, Pas Epouses* pour leur soutien et leur coopération relativement à la résolution sur les mariages d'enfants, précoces et forcés [...]. Votre travail essentiel sur ce sujet important est d'une grande valeur tandis que nous nous efforçons d'éliminer les mariages d'enfants dans le monde. Ensemble, mettons fin au mariage des enfants ! »

Gouvernement des Pays-Bas

Nous avons également continué d'aider des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* à plaider en faveur du financement public du travail pour la fin du mariage des enfants. Au Nigeria, dans l'État de Cross River, une région frappée par une crise humanitaire, nous avons fourni un soutien financier à l'initiative *Girls' Power* pour l'organisation d'une formation de trois jours sur le plaidoyer budgétaire avec des représentant-e-s du gouvernement, des médias locaux et du Réseau pour freiner la violence sexuelle contre les filles et les femmes. À la suite de cette formation, l'État s'est engagé officiellement à adopter un budget plus sensible au genre, à rendre le budget public et à inclure les filles et les femmes aux discussions du Comité de la Chambre pour permettre aux plus touchées par le mariage des enfants de soulever des questions.



L'IMPACT DANS LA PRATIQUE : DES ADOLESCENTES ET DE JEUNES FEMMES D'ALC S'IMPOSENT SUR LA SCÈNE MONDIALE

DONNÉES CLÉS



2 sommets nationaux de jeunes au Mexique organisés conjointement par *Filles, Pas Epouses*

2 sommets régionaux de jeunes en AML soutenus par *Filles, Pas Epouses*

210 jeunes activistes aux sommets

Près de **90%** des participant-e-s étaient de jeunes femmes

13 pays d'ALC représentés

Le FGE est un forum à multiples parties prenantes créé dans le but de célébrer les progrès et de favoriser les engagements et les investissements en faveur des droits des filles et des femmes.

En étroite collaboration avec des partenaires comme l'AGIP, nous avons centré notre engagement sur l'inclusion et le leadership de divers-e-s jeunes (en particulier les adolescentes, les jeunes femmes et les organisations dirigées par des autochtones) au moyen de consultations et de dialogues directs avec des décideur-se-s lors du FGE. Leurs préoccupations, qui reflètent les facteurs intersectoriels exacerbant la vulnérabilité des filles au mariage des enfants (dont le genre, l'âge, l'ethnie, la sexualité et l'éducation), jouissent maintenant d'une plus grande légitimité au sein des priorités internationales.

« En tant que jeunes activistes de communautés autochtones, nous devons nous faire entendre dans les sphères décisionnelles. Nous devons être en mesure de contribuer aux stratégies et aux processus comme le FGE. Ce qui nous concerne ne peut pas se faire sans nous ! »

Elvira Pablo, agente des Politiques et de la Mobilisation des membres pour l'ALC de *Filles, Pas Epouses*

En collaboration avec d'autres réseaux et organisations de la société civile comme le Groupe des jeunes Mexicains pour Beijing+25 et le FEG, le Réseau des jeunes pour la santé et les droits sexuels et reproductifs ([RedLAC](#)) et le Réseau continental des femmes autochtones des Amériques ([ECMIA](#)), nous nous sommes regroupé-e-s et avons soutenu quatre sommets de jeunes pour des activistes du [Mexique](#) et de 12 autres pays d'ALC afin de rassembler leurs recommandations à l'intention des décideur-se-s lors du FGE. Grâce à notre participation, ces recommandations comprenaient des actions précises à l'égard du mariage des enfants, parallèlement au droit à l'autonomie corporelle et à la santé sexuelle et reproductive.

Ces recommandations ont été adressées à des parties prenantes clés, notamment des représentant-e-s du gouvernement mexicain, l'UNFPA, l'UNICEF et ONU Femmes, qui se sont [engagées](#) à les communiquer lors du FGE à Paris et à les inclure dans leurs propres engagements. Nous avons aussi créé conjointement des [ressources pour les médias sociaux](#) adaptées aux jeunes afin de mieux faire connaître le FGE. Ces ressources ont été vues par plus de 58 000 personnes.





OBJECTIF 5 : OBTENIR DES FONDS POUR LE MOUVEMENT

La pandémie de COVID-19 continue d'avoir un impact sur le type et le volume de financement disponible pour le mouvement envers la fin du mariage des enfants (et pour l'égalité des genres plus globalement).

Lorsqu'il est question de maintenir le mariage des enfants au rang des priorités politiques et de catalyser les engagements de bailleurs de fonds, le secrétariat joue un rôle central. Nous collaborons étroitement avec des bailleurs de fonds, des partenaires et des organisations membres pour informer les bailleurs de fonds, influencer sur leurs priorités de financement et veiller à ce que ces priorités répondent aux besoins du mouvement et des filles.

Dans le cadre de notre 10e anniversaire, nous avons organisé notre plus récent événement (en ligne) sur le mariage des enfants avec la Fondation Ford. Plus de 273 personnes ont assisté à cet événement trilingue, dont des bailleurs de fonds, des organisations membres et des partenaires de partout dans le monde. Des membres de la société civile et de jeunes leaders du Guatemala, de l'Inde, du Pakistan et du Sénégal ont pris la parole, ainsi que [Mary Robinson](#) (The Elders), [Darren Walker](#) (Fondation Ford) et [Malala Yousafzai](#). Les intervenant-e-s ont aussi pris des engagements de campagne Le pouvoir aux filles, qui a été lancée lors de l'événement (pour en savoir plus sur la campagne, voir la p. 21).

Organisé en contexte de pandémie, l'événement était une occasion importante de rassembler divers-e-s membres de la communauté pour la fin du mariage des enfants afin que, ensemble, nous puissions célébrer les progrès, évaluer les obstacles et déterminer la voie à suivre. Nous continuons de collaborer avec les bailleurs de fonds et partenaires pour les aider à comprendre le travail complexe mené pour la fin du mariage des enfants, ainsi que la quantité et le type de financement nécessaires pour avoir un réel impact dans la vie des filles.

Les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* sont à l'avant-garde de ce travail, mais leurs effectifs, leurs budgets et leurs ressources peuvent être limités. Environ 50 % d'entre elles exercent leurs activités avec un budget annuel inférieur à 50 000 USD, et la pandémie a rudement mis à l'épreuve leurs capacités opérationnelles. Nous nous engageons à promouvoir les investissements dans nos organisations membres de partout dans le monde et à aider ces dernières à trouver et à obtenir un financement durable.

« Au Pakistan, les organisations ont joint leurs forces et, après 10 ans, ont réalisé que le mariage des enfants est une pratique néfaste. »

Qamar Naseem Pak, Blue Veins, une organisation membre de *Filles, Pas Epouses du Pakistan*

« Merci d'avoir partagé [le bulletin d'information sur la collecte de fonds]. Grâce à cela, notre organisation partenaire collabore avec MUNDO Cooperante depuis trois ans maintenant. »

Organisation membre de *Filles, Pas Epouses du Nigeria*



ⁱ D'après les données de 1 074 organisations membres ayant indiqué leur budget annuel à *Filles, Pas Epouses*.

À cette fin, nous avons sélectionné et communiqué plus de 500 possibilités de financement à nos organisations membres au cours de l'année. En collaboration avec GivenGain, une plateforme de collecte de fonds numérique à but non lucratif, nous avons également organisé un séminaire en ligne pour permettre aux organisations membres d'en apprendre davantage sur la collecte de fonds en ligne et entre pairs.

Le contexte de financement est particulièrement difficile en ALC, où le mariage des enfants touche près d'une fille sur quatre sans être reconnu comme un problème. Dans cette optique, nous avons collaboré avec des organisations membres afin d'évaluer leurs connaissances et leurs expériences en matière de collecte de fonds et d'organiser un atelier qui répondait à leurs besoins.

L'atelier comprenait des outils permettant d'identifier les points à améliorer et de favoriser la créativité dans la collecte de fonds. Ce processus a mené à la création d'un manuel d'exemples pratiques tirés d'organisations membres de la région. Après l'atelier, les organisations membres ont signalé une plus grande capacité de collecte de fonds.

« Nous tenons à remercier *Filles, Pas Epouses* pour les espaces de formation. Nous avons participé à la formation sur la mobilisation des ressources, qui fut très stimulante et utile. Après la formation, nous avons examiné nos processus et nous renforçons maintenant notre stratégie de collecte de fonds. »

Organisation membre de
Filles, Pas Epouses de Colombie





OBJECTIF 6 : UN SECRÉTARIAT EFFICACE

DONNÉES CLÉS



36 séances de renforcement des capacités internes

1 Comité sur la diversité, l'inclusion, les voix et l'équité a été créé

1 Comité linguistique a été créé

« [L'une des choses qui m'a inspirée], c'est de nouer le dialogue avec des femmes de partout dans le monde et de réaliser qu'elles aussi mènent une réflexion approfondie sur ces questions (partenariat, égalité, pouvoir, inclusion) de façons stimulantes. Ce fut très vivifiant ! »

Membre du personnel du secrétariat ayant participé au Temps de réflexion

En tant qu'organisme de soutien du Partenariat et du mouvement, nous sommes résolu·e-s à apprendre et à évoluer aux côtés des organisations membres de *Filles, Pas Epouses* de manière à mieux les servir.

À cette fin, nous avons pris des mesures pour que notre structure soit inclusive et représentative et ne perpétue pas des dynamiques de pouvoir préjudiciables ou discriminatoires, que ce soit entre les personnes ou les frontières.

En 2021, nous avons officiellement mis en place un Comité sur la diversité, l'inclusion, les voix et l'équité (DIVES) pour tirer profit du savoir-faire collectif de notre personnel et encourager une plus grande diversité et inclusion au sein du secrétariat et du Partenariat. Le Comité DIVES s'appuie sur une approche intersectorielle visant à promouvoir l'apprentissage interne et la justice raciale et, plus globalement, à décoloniser les domaines du développement international et de la justice sociale. Le Comité DIVES a établi un plan d'action pour repérer les dynamiques de pouvoir inégales, y remédier, réformer les politiques et pratiques et veiller à ce que nous soyons en bonne position pour servir le Partenariat.

Cette année, nous avons procédé à un examen de notre procédure de recrutement afin de veiller à accroître la diversité au sein de l'organisation. Nous avons également organisé une séance d'introduction « Pouvoir et privilèges » avec l'ensemble du personnel.

La séance portait principalement sur la reconnaissance des structures de pouvoir en place et sur les moyens d'œuvrer en faveur de relations plus équitables et du partage du pouvoir.

Dans un contexte d'essor de mouvements féministes, antiracistes et de jeunes partout dans le monde, nous avons également créé un Comité linguistique. Le Comité a examiné le langage de l'organisation et a recommandé des modifications pour veiller à ce qu'il reflète notre travail, nos valeurs et nos relations et contribue à un mouvement pour la fin du mariage des enfants dynamique, diversifié et inclusif.

En dépit du contexte de télétravail imposé par la pandémie, nous restons déterminé·e-s à apprendre ensemble et à tirer de la force du savoir-faire de nos collègues, organisations membres, partenaires et sympathisant·e-s. Cette année, nous avons organisé huit séances de « Temps de réflexion » avec des intervenant·e-s externes qui ont discuté notamment de l'essor du mouvement, des transferts monétaires, de l'art de la narration en temps de pandémie et l'accroissement des ressources par la collaboration. Le personnel a signalé une motivation plus forte après les séances et a souligné l'importance d'apprendre avec divers·e-s partenaires.

APERÇU FINANCIER

En 2021, *Filles, Pas Epouses* a atteint des revenus de 3,4 millions de livres sterling (£) et dépensé 3,7 millions £ pour des activités de bienfaisance.

REVENUS

En 2021, *Filles, Pas Epouses* a bénéficié de subventions et autres dons d'une valeur totale de 3,4 millions £ : 1,6 million £ de sources publiques et 1,8 million £ de fondations et autres bailleurs de fonds. De ce total, un montant de 0,8 million £ était soumis à des restrictions. En 2021, nous avons également utilisé 0,3 million £ des fonds reçus en 2020.

DÉPENSES

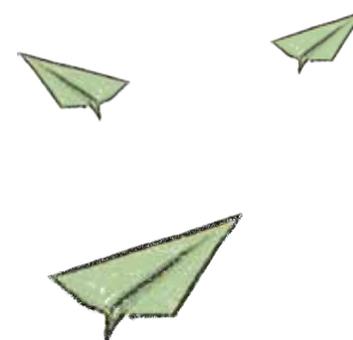
Filles, Pas Epouses a dépensé 3,7 millions £ en 2021, dont 0,8 million £ soumis à des restrictions. Ces dépenses sont plus importantes qu'en 2020, mais inférieures aux prévisions, ce qui s'explique en partie par l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le travail de *Filles, Pas Epouses*. Nous avons déployé des efforts pour prévoir l'impact de la pandémie dans notre budget. Cependant, tout comme en 2020, les modifications soudaines des restrictions dans certaines régions du monde nous ont forcés à réexaminer nos activités prévues et à

trouver de nouvelles façons d'exécuter notre travail, ou à reporter notre travail, ce qui a donné lieu à des économies substantielles.

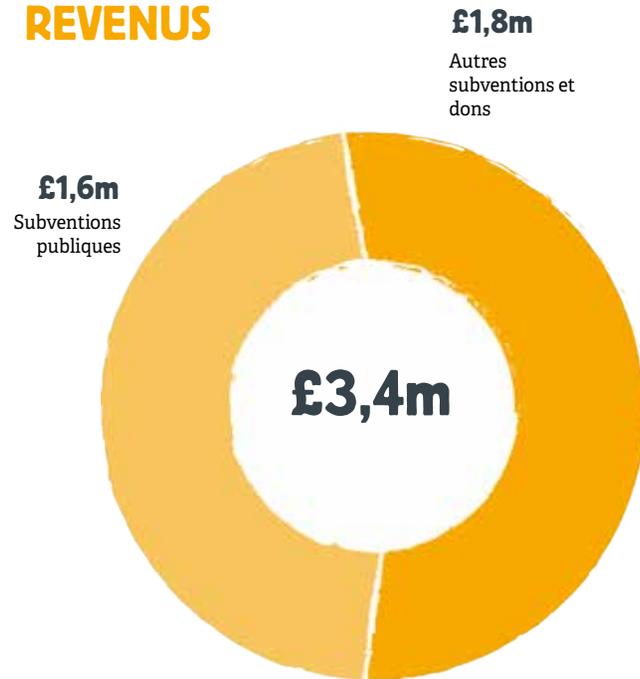
Les diagrammes suivants présentent les dépenses pour chaque objectif du secrétariat. En 2021, le secrétariat a soutenu le mouvement pour la fin du mariage des enfants en œuvrant à la réalisation de six objectifs :

1. Catalyser une action collective efficace de la société civile à tous les niveaux.
2. Veiller à ce que le mouvement pour la fin du mariage des enfants possède les données, les informations et les connaissances nécessaires pour agir de manière efficace.
3. Veiller à ce que le mariage des enfants soit considéré comme une priorité politique et sociale au moyen d'un plaidoyer direct, amplifier la voix du Partenariat et servir de plateforme pour faire entendre les organisations communautaires, les femmes, les filles et les jeunes.

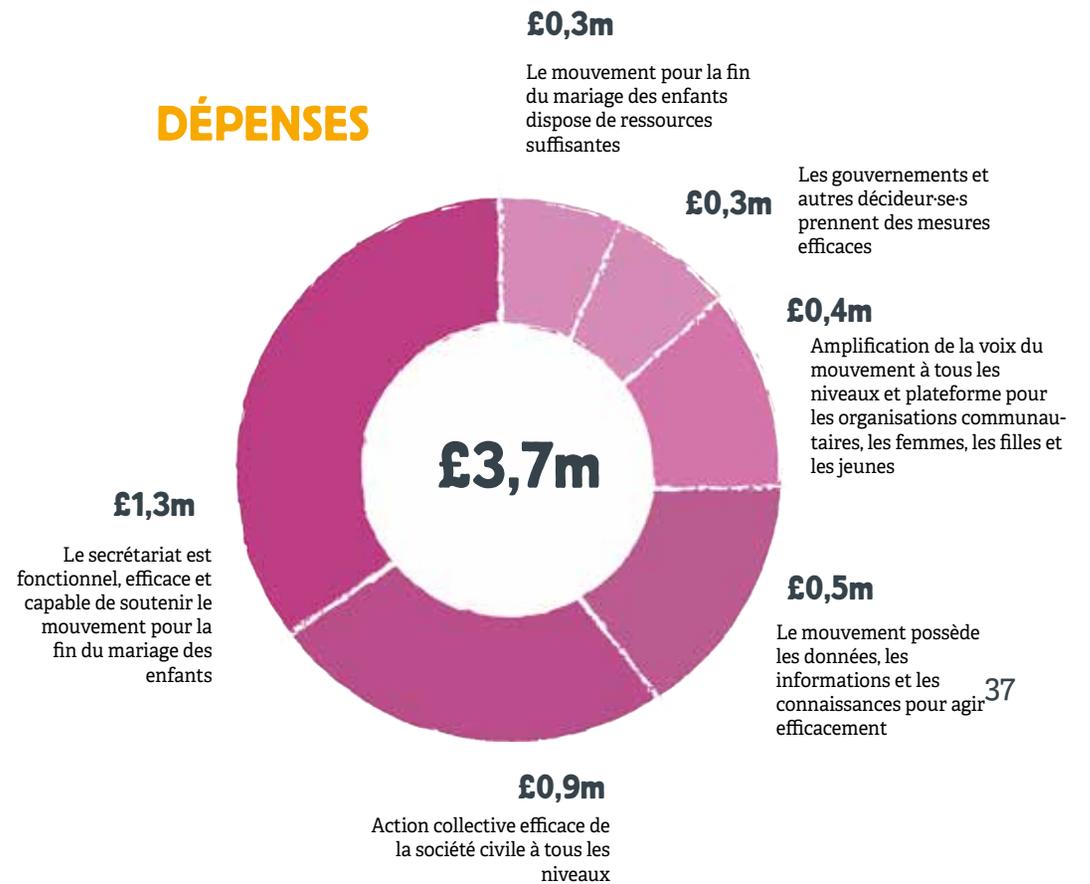
4. Plaider en faveur d'actions pour la fin du mariage des enfants auprès des gouvernements et autres décideur-se-s.
5. Veiller à ce que le mouvement pour la fin du mariage des enfants dispose de ressources suffisantes.
6. Veiller à ce que le secrétariat soit fonctionnel, efficace et en mesure de soutenir le mouvement pour la fin du mariage des enfants.



REVENUS



DÉPENSES





RÉFLEXIONS, D'HIER À DEMAIN

En tant qu'unique mouvement fédérateur entièrement consacré à mettre fin au mariage des enfants en Afrique, notre approche régionale se concentre sur le soutien des organisations de la société civile africaines, en particulier les organisations membres de *Filles, Pas Epouses*, en tant que défenseuses de la cause pouvant pousser les institutions et les gouvernements nationaux et régionaux à traduire leurs engagements en actes.

Nous avons relancé un forum d'apprentissage virtuel africain, le Groupe d'action africain pour la fin du mariage des enfants, afin que la recherche et les données éclairent le plaidoyer régional pour la fin du mariage des enfants. Nous avons promu une approche « écosystémique » pour mettre fin au mariage des enfants en encourageant la mobilisation et l'action collective de diverses parties prenantes.

Pour mettre fin au mariage des enfants, il est nécessaire de remédier aux relations de pouvoir inégales, en particulier celles fondées sur des normes de genre discriminatoires à l'égard des filles et des femmes. En 2022, nous aiderons nos organisations membres à adopter des approches promouvant l'égalité des genres pour mettre en œuvre leurs interventions à l'égard du mariage des enfants et les évaluer, ce qui, à long terme, favorisera une plus grande égalité.

Nerida Nthamburi,
directrice de la Mobilisation, Afrique

Même si la prévalence du mariage des enfants a considérablement diminué en Asie du Sud, en particulier chez les jeunes filles, les adolescentes et les jeunes femmes restent vulnérables en raison d'un manque d'éducation, d'un manque de perspectives de revenu et de la stigmatisation de la sexualité des adolescent-e-s. Aussi, nous favorisons la promotion des droits et de la capacité d'agir des filles et des femmes ainsi que l'élimination de la discrimination, de la violence et des inégalités de genre qui perpétuent le mariage des enfants.

À un moment où des gouvernements de la région envisagent de faire passer l'âge minimum légal de mariage au-delà de 18 ans, nous avons collaboré avec la société civile afin de permettre à de jeunes activistes de rencontrer des décideur-se-s pour leur faire part de leurs expériences et solutions. Plutôt qu'un changement de la loi, ces jeunes ont appelé à des investissements qui leur permettraient de repousser le mariage, comme une éducation de qualité, des services de santé et un travail décent rémunéré.

Nous restons déterminé-e-s à faire participer les jeunes et continuerons de promouvoir des approches promouvant l'égalité des genres pour remédier collectivement aux problèmes liés au genre et à la sexualité au niveau communautaire. De cette manière, nous mettrons fin aux causes profondes du mariage des enfants.

Shipra Jha,
directrice de la Mobilisation, Asie

En ALC, le mariage des enfants, qui se manifeste souvent en tant qu'unions informelles, est généralement considéré comme normal. Il est perpétué par des normes de genre inégales, des stéréotypes, des inégalités structurelles, le racisme et la discrimination. Pour faire du mariage des enfants un enjeu public, il est essentiel de sensibiliser les gens à tous les niveaux, parallèlement à des interventions collectives et créatives.

Nous avons œuvré à la création d'outils et d'espaces pour comprendre le mariage des enfants et remédier à ses causes profondes de manière plus holistique. Nous avons aidé des organisations et des mouvements dirigés par des jeunes à contribuer activement à l'élaboration d'importantes politiques dans la région. Nous sommes déterminé-e-s à valoriser leurs connaissances et expériences diverses et à en profiter au maximum, en particulier celles de groupes autochtones et féministes, par la création et la consolidation d'alliances permettant d'agir conjointement à l'égard du mariage des enfants. Nous continuerons de diversifier la composition de nos membres par l'inclusion d'organisations et de groupes dirigés par des jeunes et des filles et par l'élaboration de stratégies visant à remédier aux conséquences de la pandémie.

Alma Burciaga-Gonzalez,
directrice de la Mobilisation, ALC

En tant que nouvelle présidente du conseil d'administration de *Filles, Pas Epouses*, j'ai été frappée par l'approche du Partenariat face à un problème aussi complexe et multidimensionnel que le mariage des enfants. L'approche de *Filles, Pas Epouses* est centrée sur les personnes les plus touchées, et sur les personnes qui les soutiennent. Cette approche holistique et concertée reconnaît l'importance des liens de coopération en tant que principal outil pour le soutien des personnes, la mobilisation des communautés et le renforcement du travail de plaidoyer en faveur de changements juridiques qui feront une réelle différence. C'est une approche qui a contribué à créer et à soutenir l'efficacité et le dynamisme du mouvement mondial pour la fin du mariage des enfants au cours des dix dernières années.

Au moment où j'écris ces lignes, notre communauté mondiale fait face à une myriade d'obstacles et d'incertitudes qui donneront lieu à des changements de priorités en matière d'attention et d'affectation de ressources. Dans un tel environnement, il est essentiel de rester stoïque et de tenir bon. La fin du mariage des enfants est essentielle à la santé et au bien-être de millions de filles. Notre travail à cet égard favorise le développement de communautés fortes et résilientes et contribue à un monde plus juste et plus égalitaire.

Alors que *Filles, Pas Epouses* entame sa deuxième décennie d'actions, nous sommes déterminé·e·s à faire face aux nombreux défis que l'avenir nous réserve et à travailler sans relâche et avec créativité pour faire une réelle différence dans la vie des filles de partout dans le monde. Nous avons affiné nos outils : nous avons une nouvelle Stratégie du secrétariat qui soutient explicitement le partage de connaissance et l'action conjointe entre les organisations membres. Nous avons également une nouvelle Stratégie du Partenariat qui guidera cet important travail. De concert avec le Partenariat, nous mettrons à profit notre pouvoir collectif afin de maintenir le mariage des enfants au rang des priorités nationales, régionales et internationales.

Nous nous engageons à collaborer et à soutenir les personnes les plus proches de la question et à apprendre d'elles. Nous nous engageons à amplifier la voix et l'impact de celles et ceux qui effectuent le travail indispensable pour veiller à ce que les filles et les femmes, dans toute leur diversité, puissent exercer leurs droits au même titre que les garçons et les hommes.

**Dr Anne T Gallagher AO,
présidente du conseil d'administration**



REMERCIEMENTS

Le travail de *Filles, Pas Epouses* ne serait pas possible sans l'appui de nos bailleurs de fonds. Leur générosité est le moteur de notre contribution au mouvement mondial pour la fin du mariage des enfants. Nos bailleurs de fonds :

Agence suédoise de développement international (Sida)

Ministère néerlandais des Affaires étrangères (Département du développement social)

Nationale Postcode Loterij

Département canadien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Education à Voix Haute (géré par Oxfam IBIS et financé par le Partenariat mondial pour l'éducation)

Joueur-se-s de la People's Postcode Lottery

Fondation Ford

NoVo Foundation Fund, de la Tides Foundation

Fondation d'une famille de particuliers gérée par Greenwood Place

Fondation Bill et Melinda Gates

Gouvernement du Grand-duché de Luxembourg

David and Lucile Packard Foundation

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Every Good Thing LLC

Ignite Philanthropy

Akamai Foundation

Kendeda Fund

Plan International, Inc

Les ami-e-s et partenaires de *Filles, Pas Epouses* qui, même dans des circonstances difficiles, ont continué de collaborer avec nous à la réalisation de notre mission : mettre fin au mariage des enfants et veiller à ce que chaque fille puisse réaliser son plein potentiel.

Les 1 602 organisations membres de *Filles, Pas Epouses* qui œuvrent aux niveaux local, national, régional et mondial pour attirer l'attention de toute la planète sur le mariage des enfants, font connaître les mesures nécessaires pour mettre fin à cette pratique et plaident en faveur de lois, de politiques et de programmes qui contribuent à changer la vie de millions de filles.

Illustration et mise en page par [Upasana Agarwal](#).

NOTRE TRAVAIL COLLECTIF EST PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS POUR RÉALISER NOTRE VISION D'UN MONDE SANS MARIAGES D'ENFANTS

RAPPORT D'IMPACT 2021

Filles, Pas Epouses est un partenariat mondial composé de plus de 1 600 organisations de la société civile dans plus de 100 pays, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et à permettre aux filles de réaliser pleinement leur potentiel.



Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants

Publié en avril 2021 par *Filles, Pas Epouses*

Seventh Floor
65 Leadenhall Street
London
EC3A 2AD
United Kingdom

-  0203 725 5858
-  0207 603 7811
-  www.fillespasepouses.org
-  info@GirlsNotBrides.org
-  GirlsNotBrides
-  www.facebook.com/GirlsNotBrides

Filles, Pas Epouses : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants (*Filles, Pas Epouses*) est une société à responsabilité limitée par garantie enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (numéro d'enregistrement : 8570751) et un organisme caritatif enregistré en Angleterre et au Pays de Galles (numéro d'enregistrement : 1154230).